

Le Cnnd-Fdd accuse les pays "néocolonialistes" de financer le terrorisme au Burundi

PANA, 16 octobre 2015 Des "terroristes" de la trempe de «Boko Haram, El Shebab et Al-Qaeda» dans le collimateur du parti au pouvoir au Burundi Bujumbura, Burundi - Le 37^e communiqué que le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) publié ce 15 octobre, sur la crise multiforme persistante, depuis bientôt six mois au Burundi, a laissé une marque profonde dans l'opinion, surtout au chapitre de la sécurité qui continue à être perturbée par des "tueurs" que ce parti au pouvoir assimile désormais aux terroristes invités de «Boko Haram», au Nigeria, "Al Shebab", en Somalie et "Al-Qaeda", au Proche et Moyen-Orient.

La nuit de jeudi à vendredi a été encore marquée par un assaut d'un groupe armé non identifié contre une position policière de Musaga, un quartier au sud de Bujumbura, la capitale du pays, où subsiste une contestation résiduelle du troisième mandat présidentiel déjà consommé depuis le 21 juillet après avoir enregistré des violences à partir de fin dernier. Le bilan des dégâts humains émanant de la police nationale fait état d'un agent de l'ordre qui a été tué et un autre qui a été blessé au cours de l'assaut à la grenade contre la position policière de Musaga. Le kidnapping de trois policiers et l'assassinat d'un d'entre eux par un groupe armé non identifié avaient été suivis, le 14 octobre, d'une chasse à l'homme qui s'est soldée par la mort de 9 civils dont un cameraman de la télévision nationale (gouvernementale), Christophe Nkezabahizi, son épouse et deux de leurs enfants à Ngagara, l'un des quartiers contestataires du pouvoir qui est situé au nord de Bujumbura. La crise ne faiblit pas et commence à avoir des répercussions au-delà des frontières nationales comme cela a transparu dans le nouveau communiqué du CNDD-FDD qui a été rendu public par le Porte-parole du parti, Jélase Ndadirabe, en s'en prenant à mots couverts aux pays "néocolonialistes" qui financent le terrorisme au Burundi. "Sans aucun doute, ces assassins terroristes sont matériellement et financièrement appuyés par certains pays néocolonialistes et des médias internationaux qui diffusent des messages incendiaires et même divisionnistes en affirmant gratuitement qu'il s'agit d'une crise ethnique" qui aujourd'hui le Burundi, insiste le communiqué du CNDD-FDD qui alimentait, vendredi encore, des conversations nourries de rue à Bujumbura. Le précédent communiqué du CNDD-FDD avait encore fait tilt et accroché l'opinion au chapitre des dommages et intérêts que doit verser la Belgique pour avoir décidé de geler unilatéralement des appuis financiers d'un montant de 60 millions d'euros aussi longtemps que son ancienne colonie n'aura pas trouvé les voies de sortir de la crise du moment par un dialogue inclusif de toutes les sensibilités sociopolitiques du pays. Sur le plan régional, l'autre allié fidèle du pouvoir en place au Burundi, jusque récemment encore, était le Rwanda vois avant que les relations bilatérales entre les deux voisins ne soient compromises par des accusations de déstabilisation mutuelle. Les rares actions prudentes et servies du Rwanda font passer le pays pour un "bouc émissaire" et invitent les Burundais à régler plutôt leurs problèmes politiques par eux-mêmes. Le reste de la communauté internationale mise également sur l'ouverture d'un dialogue inclusif de toutes les forces politiques nationales pour éviter une nouvelle guerre civile semblable à celle de 1993 à 2006, ainsi qu'un embrasement de la sous-région qui croûte déjà sous le poids de centaines de milliers de réfugiés burundais. Les demandeurs d'asile pourraient atteindre plus de 300.000 burundais ici la fin de l'année, selon les estimations récentes du haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) aujourd'hui dans le besoin de plus de 250 millions de dollars us pour y faire face. Le nouveau communiqué a encore retenu l'attention du public au chapitre qui invite à «tous les spécialistes burundais du droit qui aiment la démocratie et la patrie de se lever comme un seul homme, avec le soutien du peuple burundais afin de porter plainte contre les pays qui cherchent à toujours à détruire le Burundi en attisant des haines interethniques, en provoquant des massacres qui se voient presque tous les 10 ans dans le pays, en bloquant l'essor économique du pays». L'opposition se tient prête également avec une longue liste de personnalités politiques et sécuritaires du pouvoir contre lesquelles elle menace de porter plainte, le moment venu, devant le tribunal de la Haye pour des actes qui violent les droits humains. Les commentateurs à Bujumbura voient dans cet appel de pied du CNDD-FDD à la justice, une «réponse du berger à la bergère» qui est surtout adressée à l'Union européenne (UE). Le Conseil de l'UE en place au Burundi par des sanctions qui ont été prises, le 2 octobre dernier, contre trois hauts responsables de l'appareil sécuritaire burundais qui ne peuvent plus circuler librement ou détenir des comptes bancaires dans l'espace Schengen pour leur rôle présumé dans la répression dirigée contre des opposants au troisième mandat présidentiel. Les rapports les plus récents de diverses sources concordantes, dont celui du haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, font état d'au moins 130 personnes qui ont perdu la vie dans la crise post-électorale qui prévaut depuis le mois d'août dernier à ce jour. Les victimes des violences post-électorales des mois d'avril à juin derniers se chiffraient déjà autour d'une centaine de tués. Au chapitre de la répression judiciaire, un récent rapport ministériel de la sécurité publique faisait état de plus de 3.000 personnes qui ont fait l'objet d'interpellation au cours des trois derniers mois pour leur implication dans les violences post-électorales. À